

Au Journal officiel du 3 au 9 juin 2017

Au Journal officiel du 3 au 9 juin 2017

12/06/2017

Au Journal officiel du 3 au 9 juin 2017

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 3 juin 2017 :

- Ordonnance n° 2017-1090 du 1er juin 2017 relative aux **offres de prêt immobilier conditionnées à la domiciliation des salaires ou revenus assimilés de l'emprunteur sur un compte de paiement**. – *Modification du Code de la consommation* ;
- Rectificatif : Ordonnance n° 2017-970 du 10 mai 2017 **tendant à favoriser le développement des émissions obligataires** ;
- Rectificatif : Décret n° 2017-914 du 9 mai 2017 relatif aux **casinos installés à bord des navires de commerce transporteurs de passagers battant pavillon français** ;
- Rectificatif : Décret n° 2017-766 du 4 mai 2017 relatif à **l'agrément des intervenants extérieurs apportant leur concours aux activités physiques et sportives dans les écoles maternelles et élémentaires publiques**.

Au JO du 4 juin 2017 :

- Arrêté du 26 mai 2017 portant **homologation de la norme d'exercice professionnel relative aux rapports du commissaire aux comptes sur les comptes annuels et consolidés**. – *Modification du Code de commerce*.

À signaler également au titre de ce JO :

- **Décision n° 381870 du 12 mai 2017 du Conseil d'Etat statuant au contentieux [publiée au Journal officiel du 4 juin 2017] :**

« L'arrêté du 3 avril 2014 portant extension de la convention collective nationale des entreprises de services à la personne (NOR: ETST1408167A) est annulé en tant qu'il procède à l'extension :

– du dernier alinéa du e du I de la section 2 du chapitre II de la partie 2 de cette convention, en tant qu'il ne subordonne pas cette extension à la réserve de l'application de la jurisprudence établie de la Cour de cassation ;

– du j de ce même I de la section 2 du chapitre II de la partie 2 ;

– du b de la section 3 de ce même chapitre II de la partie 2 ;

– des stipulations du i de la section 2 de ce même chapitre II, en tant qu'elles permettent, en dehors des cas d'urgence dont elles fixent la liste, d'abaisser à trois jours calendaires le délai minimum de notification des modifications de l'horaire de travail ;

– de la section 4 du même chapitre II de la partie 2. ».

Au JO du 8 juin 2017 :

-
- Arrêté du 24 mai 2017 modifiant l'arrêté du 9 février 2009 relatif aux **modalités d'immatriculation des véhicules**. – *Modification de l'arrêté du 9 février 2009. – Abrogation de l'arrêté du 14 octobre 2009 ;*
 - Arrêté du 26 mai 2017 portant **homologation des normes d'exercice professionnel relatives à la justification des appréciations dans les rapports du commissaire aux comptes sur les comptes annuels et consolidés**. – *Modification du Code de commerce.*

Au JO du 9 juin 2017 :

- Ordonnance n° 2017-1092 du 8 juin 2017 relative aux **composantes de la rémunération du pharmacien d'officine**. – *Modification du Code de la sécurité sociale et du Code de la santé publique ;*
- Arrêté du 26 mai 2017 portant **homologation de la norme d'exercice professionnel relative à la continuité d'exploitation**. – *Modification du Code de commerce.*

La Rédaction législation

© LexisNexis SA